



La lettre de Nicole Bonnefoy

Sénateur de la Charente

Session parlementaire 2010 - 2011



Mes fonctions au Sénat

- Membre de la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.
- Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.
- Membre de la Délégation à la prospective.
- Membre des groupes d'études de l'élevage, des fruits et légumes, de la trufficulture, de l'innovation et entreprises, du tourisme et des loisirs, de la vigne et du vin.
- Membre de la Mission commune d'information sur les toxicomanies.
- Membre de la Mission commune d'information relative à Pôle Emploi.

Madame, Monsieur, Chers Amis,

Cette lettre est désormais un rendez-vous habituel que je vous donne à chaque fin de session pour vous rendre compte de mon mandat, en complément des lettres d'informations électroniques et des courriers que je peux vous adresser par ailleurs.

Durant cette année parlementaire, le Sénat a une nouvelle fois été très actif. Nous avons siégé plus de 1 000 heures, pour plus de 120 jours de séance de septembre 2010 à juillet 2011. Notre Haute Assemblée a pleinement rempli son rôle de législateur, puisque plus de 90 % des amendements votés en son sein figurent dans les textes définitivement promulgués.

Comme vous pourrez le constater dans les pages suivantes, je me suis fortement impliquée dans le débat parlementaire, en cosignant de nombreux textes, en interpellant le Gouvernement en séance publique et sous forme de questions orales ou écrites...

J'ai essayé de faire remonter à la Chambre Haute, des problématiques issues de mon travail de terrain en Charente, comme par exemple la suppression des emplois de vie scolaire, les conséquences de la sécheresse pour nos agriculteurs, la prolifération des frelons asiatiques, la mauvaise couverture en téléphonie mobile de nos territoires, etc...

Je suis également intervenue sur des sujets qui me tiennent à cœur, comme lors des discussions sur les propositions de lois relatives à l'aide active à mourir, les sondages, l'engagement des sapeurs pompiers volontaires, etc...

Présente sur le terrain, je continue mes visites dans les 404 communes de Charente, sous forme de réunions de travail d'une durée moyenne de 1h30. Ces rencontres sont pour moi un outil précieux dans mon rôle de représentante des communes de notre Charente, au Sénat. Je suis ainsi régulièrement informée du ressenti des maires, adjoints et conseillers municipaux sur l'actualité politique. Cela me permet également de connaître les projets des communes, des communautés de communes, pour leur apporter mon soutien, autant que possible.

L'année qui vient sera une année charnière, où il nous faudra réconcilier les Français avec la politique et avec «le politique», en donnant un nouveau souffle, une espérance nouvelle, sans démagogie mais avec lucidité et sincérité.

C'est dans cet état d'esprit que j'aborde cette seconde partie de mon mandat, forte de la confiance que vous m'accordez.

Bonne lecture

Bien cordialement Nicole Bonnefoy

Retrouvez plus d'infos sur le site et abonnez-vous à la lettre d'information : www.nicole-bonnefoy.com

Permanence parlementaire : 54, avenue Korb - 16230 MANSLE
Tél. : 05 45 90 15 95 • Courriel : n.bonnefoy@senat.fr



**Au cours de la session publique
j'ai été présente au Sénat, au
en séance publique et/ou dans ma commission
et missions dont**

**42 propositions de loi ou de résolution cosignées,
parmi lesquelles :**

- Proposition de loi visant à **faire du logement une priorité nationale**
- Proposition de loi **autorisant l'adoption par les partenaires liés par un pacte civil de solidarité ou des concubins**
- Proposition de loi **reconnaissant à l'animal le caractère d'être vivant et sensible dans le code civil**
- Proposition de loi visant à **instaurer un nouveau pacte territorial**
- Proposition de loi relative aux **indemnités des maires des communes de moins de 3 500 habitants**
- Proposition de loi relative aux **règles de cumul et d'incompatibilité des mandats sociaux dans les sociétés anonymes**
- Proposition de loi visant à **améliorer la prise en charge des troubles de l'audition**
- Proposition de loi relative au **statut du sapeur-pompier volontaire**
- Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, **instituant une «journée nationale de la laïcité»**
- Proposition de loi tendant à **assurer une gestion effective du risque de submersion marine**
- Proposition de loi relative à l'**installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale**
- Proposition de loi relative à la **compensation des allocations individuelles de solidarité versées par les départements**
- Proposition de loi visant à **interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures de schiste**
- Proposition de loi tendant à améliorer la justice fiscale, à **restreindre le «mitage» de l'impôt sur les sociétés et à favoriser l'investissement**
- Proposition de résolution tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) pour les collectivités territoriales et les services publics locaux**
- Proposition de loi visant à **exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné puis ayant été ultérieurement privé involontairement d'emploi.**

**28 interventions en séance publique
dont plusieurs fois à la tribune,
comme lors de la discussion sur :**

- Projet de loi portant **réforme des retraites**
- Proposition de loi relative à la **représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle**
- **Projet de loi de finances pour 2011**
- **Projet de loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées**



- Proposition de loi relative à l'**aide active à mourir**
- Proposition de loi sur **les sondages visant à mieux garantir la sincérité du débat politique et électoral**
- Proposition de loi tendant à **assurer une gestion effective du risque de submersion marine**
- Proposition de loi relative à l'**engagement des sapeurs pompiers volontaires et à son cadre juridique**



au Sénat...



lementaire (2010–2011),
moins deux jours par semaine,
mission ou bien dans les groupes de travail
je suis membre.



5 questions orales au Gouvernement auxquelles les ministres ont répondu, sur :

- La prolifération du frelon asiatique en Charente
- La situation des zones ayant une couverture en téléphonie mobile qualifiée d'«acceptable»
- La fermeture annoncée de la trésorerie de Saint-Amant-de-Boixe
- La situation des orthophonistes en France
- Le moratoire du Gouvernement concernant la prise en charge des frais de transport des personnes adultes handicapées en pension complète

51 questions écrites dont 20 auxquelles les Ministres ont répondu, parmi lesquelles :

- La baisse du tarif de rachat de l'électricité photovoltaïque
- La suppression du crédit d'impôt destiné à favoriser le départ en vacances des agriculteurs
- Le contrôle des installations d'assainissement non collectif
- Les inquiétudes relatives à la suppression d'emplois vie scolaire en Charente
- Les inquiétudes des collectivités locales et des associations relatives aux contrats aidés

- Les frais et mobilité bancaires des consommateurs
- Les circuits courts et restauration scolaire
- La prise en charge par l'État des frais pour la mise à disposition de forces de police ou de gendarmerie dans le cadre de courses cyclistes
- L'avenir du dispositif Nacre
- L'inscription sur les colonnes du monument du quai Branly des victimes civiles de la manifestation du 26 mars 1962 de la rue d'Isly à Alger
- Les inquiétudes relatives à la mise en oeuvre de la contractualisation dans la filière laitière

Questions écrites encore sans réponse, parmi lesquelles :

- Les effectifs insuffisants d'enseignants d'éducation physique et sportive
- Reconnaissance des maladies professionnelles liées à l'usage des pesticides
- Accès au grade de rédacteur territorial après réussite à l'examen professionnel
- Prolifération du frelon asiatique en Charente
- Modalités de renouvellement des emplois vie scolaire
- Précarité énergétique des ménages français
- Avenir du CNED
- Avenir des festivals de folklore et d'arts traditionnels
- Inégalités de traitement dans la répartition de la part complémentaire par le rectorat de Poitiers
- Multiplication des cas d'automobilistes verbalisés pour des infractions dont ils ne sont pas responsables
- Augmentation du prix du gaz au 1^{er} avril 2011
- Revalorisation annuelle des pensions de retraite
- Sécheresse et solidarité interfilière
- Égalité parentale et professionnelle entre hommes et femmes





sur quelques-unes de mes interventions



Assurer un accès en téléphonie mobile sur l'ensemble du territoire

Le 21 décembre dernier, j'ai posé une question orale au Gouvernement pour lui

rappeler que de nombreux charentais n'ont pas accès à un réseau de téléphonie mobile.

N'ayant pas obtenu de réponse satisfaisante, j'ai réitéré ma démarche, cette fois par le biais législatif.

C'est ainsi que dans le cadre des travaux sur la proposition de loi visant à instaurer un nouveau pacte territorial, j'ai demandé que soit intégré un article précisant qu'une commune est considérée comme couverte, que si la totalité de son territoire l'est effectivement, et non plus seulement son centre-bourg comme la réglementation le précise actuellement. Malheureusement, je n'ai pas encore obtenu satisfaction mais je continuerai à réclamer ce qui est juste pour nos territoires ! ■



Aider les exploitants agricoles, victimes de la sécheresse

La sécheresse a frappé notre département et nombreux sont les exploitants agricoles (dont les éleveurs) qui sont venus me faire part de leur grande détresse. Devant cette situation et après avoir saisi le Président de la République, j'ai écrit aux banques pour leur demander d'être, à leur tour, solidaires en permettant aux agriculteurs de soulager et de reconstituer leur trésorerie, par une année blanche (report d'une annuité de prêts en fin de tableau d'amortissement). Serons-nous enfin entendus ? ■



Réformer Pôle emploi pour un meilleur accompagnement des demandeurs d'emploi

La mission commune d'information sénatoriale relative à Pôle emploi a rendu son rapport le 5 juillet 2011. Cette mission dont j'étais membre avait pour objectif de tirer un bilan de la création de Pôle emploi et de formuler des préconisations en conséquence, deux ans après la fusion de l'ANPE et des ASSEDICS. Après 5 mois de travaux, la mission a formulé 33 propositions visant à améliorer le fonctionnement de Pôle emploi qui ne sont envisageables qu'avec un renforcement des moyens. ■



Pour une meilleure prise en compte du risque naturel

Après plus d'un an de travail et de réflexion au sein de la Mission sénatoriale sur les conséquences de la tempête Xynthia, une proposition de loi que j'ai cosignée a été adoptée à la quasi unanimité, le 4 mai 2011. Ce texte important affirme principalement, la suprématie de la prévention des risques sur le droit de l'urbanisme, renforce les dispositifs de défense contre la mer, sensibilise et prépare les populations aux risques. Lors de mon intervention à la tribune, durant la discussion générale, j'ai rappelé l'absolu nécessité que la France reconsidère sa politique en matière de gestion des risques naturels car si la tempête était inévitable, le drame qu'elle a provoqué aurait pu, lui être évité. Je me félicite de l'adoption de ce texte qui constitue un premier pas vers la mise en place d'une véritable culture du risque en France et j'espère qu'il sera inscrit prochainement à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale afin qu'il puisse être mis rapidement en application. ■



Reconnaître à sa juste valeur l'engagement des sapeurs pompiers volontaires

Le 6 juillet 2011, une proposition de loi relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et son cadre juridique, a été adoptée à la quasi unanimité au Sénat. En tant que chef de file du groupe socialiste sur ce texte, je suis intervenue à la tribune pour

rappeler la nécessité de préserver et encourager cet engagement citoyen et républicain qui fait figure d'exemple, dans une société individualiste et repliée sur elle-même.

Je me félicite donc de l'adoption de cette loi qui constitue une avancée importante pour les sapeurs pompiers volontaires. Elle leur garantit un certain nombre de droits pénaux, sociaux et financiers, indispensables à l'heure où le volontariat traverse une crise.

Cependant, je regrette que ce texte transfère, une nouvelle fois, des charges aux collectivités. ■



sur une proposition de loi que j'ai déposée



Proposition de loi visant à exonérer les collectivités territoriales du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire ayant démissionné

Plusieurs petites communes de Charente m'ont sollicitée car elles se retrouvaient dans des situations financières difficiles, du fait du paiement de l'allocation chômage due à un agent titulaire de la

fonction publique ayant démissionné de son poste, puis ayant ultérieurement été privé involontairement de son nouvel emploi. En effet, dans ces cas précis, ce sont les collectivités territoriales qui doivent prendre en charge le versement de l'indemnité chômage. Or, pour les petites communes, ces situations grèvent considérablement leur budget de fonctionnement.

J'ai donc déposé une proposition de loi le 22 juillet 2011 afin que cette situation ne perdure pas et que l'UNEDIC prenne en charge cette indemnisation, en lieu et place des collectivités. ■

L'intégralité de mes interventions et travaux est disponible sur mon site internet
www.nicole-bonnefoy.com

Quelques manifestations ou rencontres en images...



Visite du Sénat par le Conseil municipal des jeunes de Ruffec



Remise de l'insigne Colonel de réserve de l'Armée de l'Air



Inauguration de l'église de Bonneville



Descente de la Touvre



Inauguration de la ligne de démarcation à Grand Madiou



Inauguration de l'école à Blanzac Porcheresse



Inauguration du gymnase d'Aigre



Visite de la base aérienne de Cognac avec le Colonel Jean CALVET



Visite du Sénat par le Conseil municipal des jeunes de Ruelle



Fête des éleveurs à Confolens



Visite du Sénat par les élus de Montignac Sur Charente



Inauguration de réserves incendie à Couture

■ Remise en cause de l'autonomie financière des collectivités locales



Le gouvernement a choisi de porter le fer contre les collectivités locales, qui ont pourtant hautement contribué à diminuer l'impact de la tourmente économique et sociale, en servant d'amortisseur social en même temps qu'elles ont soutenu l'investissement public, alors que l'investissement privé était en panne. Elles ont joué le jeu de la relance en pleine crise économique, irrigué nos territoires par la commande publique et participé

à soutenir l'activité économique, et donc à sauver nos emplois. Elles ont maintenu les services publics. A contrario du soutien qu'on aurait pu attendre du Gouvernement, les réformes des finances locales combinées aux réformes sur l'organisation des collectivités locales ont créé un climat d'insécurité et de doute, ce qui a incontestablement freiné les investissements locaux.

Il l'a fait d'abord en supprimant la taxe professionnelle dans la loi de finances pour 2010. Les choix qui ont été imposés ont abouti à amputer l'autonomie fiscale des collectivités locales, notamment des départements et des régions, et à diminuer les ressources pour la grande majorité des collectivités, dans un flou financier et budgétaire.

Il l'a fait ensuite en réduisant les dotations de l'Etat. Après les lois de finances successives qui ont supprimé le contrat de croissance et de solidarité, l'indexation de la DGF selon le taux prévisionnel de l'inflation majoré de 50 % de la croissance du PIB, la loi de finances pour 2011 et la loi de programmation des finances publiques pour 2011-2014 applique la norme d'évolution «zéro valeur».

Pourtant de nombreuses propositions ont été faites pour soutenir les finances locales, comme pour compenser les allocations individuelles de solidarité versées par les départements ou bien pour une plus grande justice de la fiscalité locale (prise en compte du revenu, révision globale des valeurs locatives) et un renforcement de la péréquation, indispensable pour corriger les inégalités de richesse et de charges entre les collectivités territoriales. ■

■ Nous demandons une pause dans la conduite de la RGPP

Pour nous, tel que le mentionne le rapport de la Mission sénatoriale d'information relative aux conséquences de la RGPP, le sentiment d'abandon et d'éloignement de l'Etat dans les territoires, de la part des élus et des citoyens, ainsi que la perte de compétences et de connaissance du terrain, le malaise croissant des agents de la fonction publique et la dérive comptable de la mise en œuvre de la RGPP, commandent une redéfinition des orientations, des objectifs et des moyens de cette réforme avant d'être poursuivie.

Parce que l'Etat, à travers ses services publics, conformément à notre pacte républicain, joue un rôle de réduction des inégalités sociales et territoriales, nous sommes nombreux à demander une pause immédiate dans la conduite actuelle de la RGPP afin d'engager une réelle concertation entre l'Etat et les collectivités sur les 4 cartes impactant les territoires (sécurité, justice, santé, éducation). L'efficacité de l'intervention publique doit tenir compte de la diversité des territoires. ■



Renouvellement du Sénat à l'automne 2011

Pour la session 2011-2012, le Sénat reprendra ses activités en octobre, du fait des élections sénatoriales du mois de septembre. Il faut noter qu'à compter de ces élections, le Sénat sera désormais renouvelable par moitié, tous les trois ans et non plus par tiers, tous les trois ans, comme c'était le cas auparavant. Ce changement vise à tenir compte de la réduction de la durée du mandat sénatorial qui est passée de 9 à 6 ans. Notre Haute Assemblée comptera également 5 nouveaux sièges, atteignant ainsi 348 sénateurs, plafond désormais inscrit dans la Constitution. ■



Le mot d'Alain RIVIÈRE, mon suppléant



Maire de Saint-Séverin
Conseiller général du canton
d'Aubeterre sur Dronne

Notre pays traverse une crise sans équivalent dans notre monde «moderne» : récession, crise financière, bourses à la dérive, déficits budgétaires abyssaux, perte de confiance... Pour toute solution, le Gouvernement va nous demander de nous serrer un peu plus la ceinture !

A travers mes mandats, je suis confronté au quotidien, aux difficultés que connaissent nos administrés et j'ai du mal à imaginer comment nous pourrions exiger des efforts supplémentaires aux plus démunis !

Aussi, j'en appelle à la vigilance de nos parlementaires et de nos Sénateurs en particulier qui sont des élus de terrain, au contact des réalités du quotidien. Ils savent comment tous ces propos alarmants se traduisent souvent par la baisse des dotations et des recettes dans nos budgets communaux, intercommunaux ou départementaux !

Je sais que Nicole BONNEFOY est particulièrement attentive à nos difficultés d'élus, qu'elle fait un important travail de fond en allant à la rencontre des Maires et des personnes en difficultés.

Nous pouvons compter sur son engagement et sur son dynamisme pour défendre nos collectivités.

Alain RIVIÈRE